

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

### **MARCHÉ PUBLIC DE SERVICE**

---

**Prestations d'AMO pour le suivi de l'exécution du  
Contrat de Performance Energétique au profit du  
CHU de Bordeaux - Relance**

---

N° du CCAP : 25PI016

**Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux**  
12 Rue Dubernat  
33404 Talence CEDEX

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	3
1.1 - Objet du contrat .....	3
1.2 - Décomposition du contrat .....	3
1.3 - Réalisation de prestations similaires .....	3
2 - Pièces contractuelles .....	3
3 - Intervenants .....	4
3.1 - Cotraitance .....	4
4 - Confidentialité .....	4
5 - Durée et délais d'exécution .....	4
5.1 - Durée du contrat .....	4
5.2 - Délai d'exécution .....	4
5.3 - Reconduction .....	4
6 - Prix .....	4
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	4
6.2 - Modalités de variation des prix .....	5
7 - Garanties Financières .....	5
8 - Avance .....	5
8.1 - Conditions de versement et de remboursement .....	5
8.2 - Garanties financières de l'avance .....	6
9 - Modalités de règlement des comptes .....	6
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs .....	6
9.2 - Présentation des demandes de paiement .....	6
9.3 - Délai global de paiement .....	6
9.4 - Paiement des cotraitants .....	7
9.5 - Paiement des sous-traitants .....	7
10 - Conditions d'exécution des prestations .....	7
10.1 - Présentation des livrables .....	8
10.2 - Modifications techniques .....	8
11 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	8
12 - Constatation de l'exécution des prestations .....	8
12.1 - Vérifications .....	8
12.2 - Décision après vérification .....	8
13 - Garantie des prestations .....	9
14 - Pénalités .....	9
14.1 - Pénalités de retard .....	9
14.2 - Autres pénalités spécifiques .....	9
15 - Obligation du Titulaire .....	9
15.1 - Relatives à l'objet du marché .....	9
15.2 - Relatives aux changements affectant le titulaire .....	9
16 - Assurances .....	10
17 - Clauses obligation d'égalité, de laïcité et de neutralité .....	10
18 - Résiliation du contrat .....	10
18.1 - Résiliation pour travail dissimulé .....	10
18.2 - Conditions de résiliation .....	10
18.3 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	11
19 - Règlement des litiges et langues .....	11
20 - Dérogations .....	11

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :  
Prestations d'AMO pour le suivi de l'exécution du contrat de performance énergétique au profit du CHU du Bordeaux.

Lieu(x) d'exécution :

**Groupe Hospitalier PELLEGRIN**  
Place Amélie Raba Léon  
33076 BORDEAUX

**Groupe Hospitalier SUD (site de Haut-Lévêque et de Xavier Arnozan)**  
Avenue de Magellan  
33600 PESSAC

**Groupe Hospitalier Saint André**  
1 rue Jean-Burguet  
33000 Bordeaux

## 1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

## 1.3 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

# 2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe :
  - Annexe 1 : Désignation des cotraitants et répartition des prestations entre cotraitants ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe :
  - Annexe 1 "Convention interchange EDIFLEX".
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :
  - Annexe 1 : Périmètre CPE
  - Annexe 2 : Liste APE
  - Annexe 3 : Engagement Performance
  - Annexe 4 : Listing APE-1 PEL
  - Annexe 5 : Listing APE-2 XA
  - Annexe 6 : Listing APE-3 CJA
  - Annexe 7 : Listing APE-4 SA
  - Annexe 8 : Listing APE-5 HL
  - Annexe 9 : Détails Mémoire APE
  - Annexe 10 : Détails Mémoire APE 2
  - Annexe 11 : Détails Mémoire APE 3
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021

- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat
- Les actes de sous-traitance présentés ;

### **3 - Intervenants**

#### **3.1 - Cotraitance**

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera obligatoirement solidaire.

### **4 - Confidentialité**

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI.

Le titulaire est tenu conventionnellement au secret professionnel le plus absolu sur toutes les informations auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter les dispositions par son personnel, et celui de ses cotraitants et sous-traitants éventuels.

Le titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils confiés par le Maître d'ouvrage.

Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts du Maître d'ouvrage, s'engage à ce que toutes les informations et savoir-faire transmis par cette dernière ne pourront être ni utilisés, ni publiés, ni communiqués par elle, par quelque moyen, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit de la Maîtrise d'ouvrage. La méconnaissance de cette obligation obligerait le titulaire à en courir les entières conséquences.

En outre, le titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire ou toute technique, relatifs à l'activité de la Maîtrise d'ouvrage qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soin que s'il s'agissait de données relatives à ses propres affaires.

Les personnes physiques chargés de l'exécution de la mission devront signer un engagement de confidentialité lors de la notification du marché, et en cas de nouvelle personne physique affectée à la mission.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité.

### **5 - Durée et délais d'exécution**

#### **5.1 - Durée du contrat**

Le contrat est conclu pour une période initiale d'un an à compter de sa date de notification

#### **5.2 - Délai d'exécution**

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification.

#### **5.3 - Reconduction**

Le marché est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 2. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 3 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité du marché. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

### **6 - Prix**

#### **6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués**

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire, selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Ce prix comprend toutes les prestations et interventions nécessaires jusqu'à l'achèvement de la mission. Il comprend notamment toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents à l'application de l'article 10 du CCAG PI de 2021, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

## **6.2 - Modalités de variation des prix**

La date d'établissement des prix est la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans l'offre. Cette date permet de définir le "mois zéro". Les prix sont fermes.

Les prix sont actualisables si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le soumissionnaire a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations; par application aux prix d'un coefficient  $C_n$  donné par la formule :

$$C_n = (\text{ING (d-3)} / \text{ING (o)})$$

Selon les dispositions suivantes :

- $C_n$  : coefficient d'actualisation.
- d : mois de début d'exécution des prestations.
- Index (d-3) : valeur de l'index de référence 3 mois avant la date de début d'exécution.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Lorsqu'une actualisation est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, l'actualisation définitive, calculée sur la base de la valeur finale de l'index correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index ING « Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010 ».

## **7 - Garanties Financières**

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## **8 - Avance**

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B de l'article 11 du CCAG - Prestations Intellectuelles.

### **8.1 - Conditions de versement et de remboursement**

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 10,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 10 % d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

## **8.2 - Garanties financières de l'avance**

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

## **9 - Modalités de règlement des comptes**

### **9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

### **9.2 - Présentation des demandes de paiement**

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Ediflex. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

#### Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 26330582300019

### **9.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Le délai de paiement peut être suspendu par l'ordonnateur quand les pièces justificatives ne sont pas produites dans les délais impartis, ou en cas de litige notifié au titulaire sur les sommes dues.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

#### **9.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

#### **9.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

### **10 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

#### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-PI.

#### Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-PI.

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 15 jours à compter de la date d'envoi de cette information, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG PI.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG PI de 2021, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de refuser le remplaçant proposé par une décision motivée, le cas échéant le titulaire dispose d'un délai supplémentaire de 10 jours à compter de la notification de cette décision pour proposer un autre remplaçant.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par l'acheteur, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG PI.

#### Remplacement à l'initiative du maître d'ouvrage :

Dans les cas suivant :

- insuffisance avérée de la personne sur l'un des domaines de compétences fondamentaux de l'AMO, sur décision motivée du pouvoir adjudicateur

- comportement incompatible avec l'organisation d'une coordination efficace de l'ensemble des intervenants, sur décision motivée du pouvoir adjudicateur

Le maître d'ouvrage pourra demander au titulaire le remplacement de la personne déficiente selon les modalités stipulées ci-dessus.

### **10.1 - Présentation des livrables**

Les livrables sont adressés dans les conditions suivantes :

Les modalités de présentation des livrables sont détaillées aux articles 5 et 6 du CCTP.

Le contenu des livrables, pour chaque élément de mission, est détaillé au sein du CCTP.

### **10.2 - Modifications techniques**

Pendant l'exécution du contrat, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose dans les conditions de l'article 23 du CCAG-PI. La formulation de ces modifications suite à l'acceptation par le pouvoir adjudicateur du devis détaillé du titulaire donne lieu à un avenant, sous réserve des dispositions des articles R.2194-1 à R.2194-9 du Code de la commande publique.

## **11 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle**

Il sera fait application de l'article 35 du CCAG-PI.

## **12 - Constatation de l'exécution des prestations**

### **12.1 - Vérifications**

Les vérifications seront effectuées dans les conditions suivantes :

Les vérifications sont effectuées par l'acheteur selon les délais stipulés à l'article 5.2 du présent CCAP (délai de validation). Les opérations de vérification sont effectuées à l'issue de la réalisation de chaque prestation.

Par dérogation à l'article 28.3 du CCAG PI, le point de départ pour les opérations de vérification est la réception du livrable par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG PI, l'acheteur n'informe pas le titulaire des jours et heures fixés pour ces vérifications.

### **12.2 - Décision après vérification**

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions suivantes :

Par dérogation à l'article 29 du CCAG PI, si l'acheteur ne notifie pas sa décision dans le délai mentionné à l'article 5.2 du présent CCAP, les prestations sont considérées comme admises, avec effet à compter de l'expiration du délai.

Par dérogation à l'article 29.2.1 du CCAG PI, lorsque l'acheteur estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, il peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau à l'acheteur, les prestations mises au point, dans les délais stipulés à l'article 5.2 du présent CCAP (délai de reprise des livrables).

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de deux jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, l'acheteur a le choix de prononcer l'admission des prestations avec réfaction ou de les rejeter.



## 13 - Garantie des prestations

Aucune garantie n'est prévue.

## 14 - Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG PI, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG PI, les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

### 14.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 100,00 €.

### 14.2 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Non remise des livrables dans les délais	Journalière	100,00 €	Pénalité journalière pour retard dans la remise des livrables
Absence non justifiée et non excusée au moins 48h à l'avance ,aux réunions	Forfaitaire	200,00 €	Pénalité forfaitaire par réunion, pour absence non justifiée et non excusée au moins 48h à l'avance
Non remise des comptes rendus de réunion dans le délai imparti de 3 jours	Journalière	100,00 €	Pénalité journalière pour retard dans la remise des livrables

## 15 - Obligation du Titulaire

### 15.1 - Relatives à l'objet du marché

Le Titulaire apporte son conseil et son assistance au Maître d'Ouvrage, pour toutes questions et problèmes afférents aux prestations relevant du présent marché.

Le Titulaire s'engage et est réputé avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des prestations et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leur particularité.

En conséquence, le titulaire ne peut :

- se prévaloir postérieurement à son engagement d'une connaissance insuffisante des prestations à exécuter ;
- justifier une demande quelconque de suppléments de prix du fait de sa connaissance insuffisante des prestations à exécuter.

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations de la mission conformément aux normes, décrets et textes en vigueur à la date de réalisation de leur étude.

Avant tout commencement d'exécution du marché, le titulaire doit avoir souscrit toutes les assurances civiles et professionnelles utiles dans le cadre de l'exécution des prestations du marché.

### 15.2 - Relatives aux changements affectant le titulaire

Le Titulaire est tenu de communiquer, sans délai et par écrit, au maître d'ouvrage tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris les changements d'intitulé du compte bancaire ou postal sur lequel sont effectués les paiements des sommes dues au titre du présent marché.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, le Titulaire est informé que le maître d'ouvrage ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées à l'acte d'engagement, du fait de modifications intervenues au sein de la société ou concernant le statut de la société et dont le maître d'ouvrage n'aurait pas eu connaissance.

## **16 - Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## **17 - Clauses obligation d'égalité, de laïcité et de neutralité**

Le titulaire assure le respect du principe d'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de neutralité et de laïcité du service public.

Il veille à ce que ses salariés ou toute personne sur laquelle il exerce son autorité hiérarchique ou son pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

En premier lieu, ces personnels s'abstiennent de manifester leurs appartenances ou convictions politiques ou religieuses, tant en arborant des signes ou tenues manifestant ostensiblement de telles appartenances ou convictions, qu'en se livrant à des comportements révélant ces appartenances ou convictions. Ils s'abstiennent également de faire état d'opinions de nature politique ou religieuse dans le cadre des contacts directs ou indirects avec les usagers ou les tiers, et ne peuvent notamment se livrer à des actes de provocation ou de prosélytisme.

En deuxième lieu, ces personnels s'acquittent de leurs obligations dans le respect de l'égalité de traitement entre les usagers.

En dernier lieu, ils respectent la liberté de conscience et la dignité des usagers et des tiers.

L'acheteur est informé, à cette fin, des mesures mises en œuvre par le titulaire pour assurer le respect de ces obligations ainsi que des mesures prévues pour remédier aux éventuels manquements.

## **18 - Résiliation du contrat**

### **18.1 - Résiliation pour travail dissimulé**

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant du marché avant l'achèvement de celles-ci pour faute du titulaire conformément à l'article 17.2 du présent CCAP

### **18.2 - Conditions de résiliation**

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 27 et 36 à 42 du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 40 du CCAP-PI, en cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### **18.3 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **19 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Bordeaux est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

## **20 - Dérogations**

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 14 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 14 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 14 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 12.1 du CCAP déroge aux articles 28.3 et 28.5 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 12.2 du CCAP déroge aux articles 29 et 29.2.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 17.2 du CCAP déroge à l'article 40 du CCAG - Prestations Intellectuelles